



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pas de coupures supplémentaires dans l'aide internationale, mais des règles plus strictes pour les organisations de bienfaisance?

Ottawa, 12 février 2014. Les nouvelles contenues dans le budget fédéral sont bonnes pour les Canadiens intéressés au développement international, car le budget de l'aide internationale a été épargné cette fois-ci.

L'enveloppe de l'aide internationale canadienne continue toutefois de fondre.

Dans le budget 2012, le gouvernement a annoncé qu'il réduirait le budget de l'aide internationale de 8% sur une période de trois ans. Cependant, 370 millions \$ ont en fait été retranchés du budget de l'aide en 2012-13, dont environ 290 millions \$ de fonds non utilisés qui ont été retournés au Conseil du trésor. Cela représente beaucoup plus que les 180,7 millions \$ de coupes anticipées pour cette année-là.

La réputation du Canada sur la scène internationale en tant que généreux donateur a été ternie, alors que d'autres pays (dont le Royaume-Uni) maintiennent leur engagement d'accroître le budget de l'aide internationale.

“Dans ce contexte de réduction constante du budget de l'aide, la fait de ne pas trouver de coupures additionnelles dans le budget fédéral 2014 est un soulagement” affirme Julia Sanchez, présidente-directrice générale du Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI). “Mais pour les millions de personnes qui vivent encore dans la plus grande pauvreté, le Canada devrait faire beaucoup plus.”

A 0.31 pour cent du revenu national brut (RNB), le Canada se situe loin de l'objectif reconnu internationalement et qui vise à consacrer 0.7 pour cent du RNB pour l'aide internationale. Dans un contexte où le budget de l'aide rapetisse alors que l'économie canadienne est en croissance, ce pourcentage va diminuer de manière importante.

“Ces 290 millions \$ de fonds non dépensés représentent la non-réalisation de programmes qui auraient pu aider des dizaines de milliers de personnes qui luttent pour se sortir de la pauvreté,” précise Sanchez. “Nous avons besoin que les fonds soient déboursés en temps opportun et de manière prévisible, et non pas d'un autre délai important en 2014.”

Le budget fédéral 2014 contient également de nouvelles mesures visant à surveiller l'appui d'états terroristes, c'est-à-dire la Syrie et l'Iran, à des organisations de bienfaisance canadiennes, ainsi qu'un examen du statut d'exonération fiscale pour les organisations sans but lucratif (OSBL).

“Nous allons nous assurer que les nouvelles mesures concernant les organisations de bienfaisance et les OSBL ne compromettent pas la capacité des organisations humanitaires et autres organisations de développement à livrer des programmes essentiels, qui sauvent des vies dans des situations difficiles, et que ces mesures ne seront pas utilisées pour faire taire les critiques envers le gouvernements” ajoute Sanchez.

"Les organisations de bienfaisance apportent une contribution fondamentale aux efforts visant à mettre fin à l'injustice et à la pauvreté mondiales, et leur travail mérite d'être appuyé et encouragé."

Le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) est une coalition nationale qui regroupe les principales organisations de la société civile canadienne œuvrant à l'échelle internationale pour un développement humain viable. En prévision du budget 2014 le CCCI et d'autres organisations ont mené une campagne [demandant que le budget de l'aide soit protégé](#). Cette campagne a recueilli 20 000 signatures dans les dix jours précédant le dépôt du budget, de la part de Canadiens préoccupés par la question.

-30-

Les médias peuvent contacter:

Chantal Havard
Agente de communications et de relations gouvernementales
Conseil canadien pour la coopération internationale
613-241-7007 poste 311
chavard@ccic.ca
www.ccic.ca